BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE

Rapport soumis au Président
de l'Assemblée nationale
pour les activités de la Bibliothèque
au cours de l'année 1981

QUÉBEC
Novembre 1982

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
4e trimestre, novembre 1982

Québec, le 9 novembre 1982

Monsieur Claude Vaillancourt
Président de l'Assemblée nationale
Édifice Pamphile-Lemay
Bureau 103
Québec

Monsieur le Président,

Conformément aux dispositions de la loi, j'ai l'honneur de vous remettre le rapport des activités de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale pour l'année 1981.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

LE DIRECTEUR

JACQUES PRÉMONT

INTRODUCTION

Les derniers jours de décembre 1980 devaient voir le départ du Directeur adjoint, responsable des Services techniques et publics de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Monsieur Richard Paré nous quittait pour devenir bibliothécaire parlementaire associé à Ottawa. Durant son bref séjour parmi nous, Monsieur Paré avait su insuffler à l'ensemble du personnel de ses services, un enthousiasme débordant et une ferveur collective qui pouvaient susciter les plus grands espoirs. C'est sous son impulsion que fut structuré le Centre de conservation et de diffusion de la documentation et que s'ébauchaient les processus de sélection et de développement de la collection.

De janvier à juin, 1981, Monsieur Denis Kronström accepta d'assurer l'intérim. Il importe de le remercier sincèrement d'avoir su poursuivre le travail commencé par Monsieur Richard Paré, en particulier d'avoir creusé le processus d'évaluation de la collection et d'avoir jeté les bases du futur service de documentation personnalisée.

Le nouveau Directeur adjoint responsable des Services techniques et publics fut nommé le 27 juin 1981 et occupa son poste dès le 6 juillet 1981.

Avant de se joindre à nous, Monsieur Gérard Vleminckx fit carrière dans l'enseignement pour ensuite se diriger vers le monde de la documentation. Il occupa successivement le poste de directeur du Service des acquisitions à la Bibliothèque de l'Université de Sherbrooke et le poste de responsable du Service des dons et échanges à la Bibliothèque nationale du Canada.

Antérieurement à sa récente nomination, Monsieur Vleminckx était attaché au Service général des moyens d'enseignement du ministère de l'Éducation.

Monsieur Vleminckx nous apporte donc une longue expérience dont la bibliothèque bénéficiera.

Messieurs Vleminckx et Bernier ont participé à la préparation du présent rapport en leur qualité de directeurs adjoints.

Le Directeur

Services techniques et publics

Le secteur des services techniques et publics regroupe les divisions suivantes: la Division de l'information et de la référence, la Division des périodiques et la Division du traitement, acquisition et catalogage.

Le personnel

Le personnel du Secteur des services techniques et publics se compose de dix bibliothécaires professionnels, de treize bibliotechniciens, d'une secrétaire, d'une auxiliaire en informatique, de deux agents de bureau, de dix-neuf auxiliaires de bureau pour un total de quarante-quatre personnes permanentes. Quatre occasionnels s'ajoutent au personnel permanent. Deux divisions répondent aux besoins des usagers: la division de l'information et de la référence, et la division des périodiques. Deux autres divisions préparent la collection en vue de son utilisation: la division du Développement des collections qui voit à développer des collections équilibrées et la Division du traitement qui effectue les opérations techniques d'acquisition et de catalogage. Pour l'année 1981-82, le budget global de la Bibliothèque était de $2,310,200.00.

La collection

Grâce à la sagesse de ses conservateurs, la Bibliothèque de la Législature a développé, au cours des ans une collection relativement imposante. C'est ainsi qu'on trouve dans la collection, un certain nombre d'oeuvres de grande valeur. La collection de brochures canadiennes et québécoises serait, dit-on, la collection active la plus complète du genre au Québec.

Nous avons procédé au cours de l'année au premier inventaire systématique de notre collection. Tous les ouvrages catalogués et classifiés ont été inventoriés. On trouvera plus loin le rapport de cet inventaire. Nous nous proposons dans un second temps de procéder à l'inventaire des collections non catalogu*es: publications gouvernementales américaines, canadiennes et québécoises, collection de livres rares et précieux, collection de jurisprudence etc. La Bibliothèque préserve, pour les générations futures, les hebdomadaires régionaux, source inépuisable de renseignements sur les évènements de nature sociologique, politique et religieuse qui scandent la vie québécoise. Outre les collections de livres rares et précieux, la Bibliothèque peut faire état d'importantes collections pertinentes au mandat même du législateur: l'ensemble des publications du gouvernement du Canada, des États-Unis, des provinces canadiennes, une sélection de documents parlementaires de la Grande-Bretagne, de la France, de la Belgique entourent une collection active de documents récents, sélectionnée par les membres du personnel.

Les activités du secteur "Services techniques et publics"

Le Directeur adjoint responsable des Services techniques et publics est assisté dans sa tâche par un Bureau de coordination qui réunit les quatre responsables de divisions et le directeur. Le bureau a été appelé à présenter son point de vue sur le projet de loi sur "L'accessibilité à l'information gouvernementale", la Bibliothèque ayant été décrétée dépositaire universel des publications du Gouvernement du Québec.

En l'absence du Directeur, le Directeur adjoint responsable des Services techniques et publics a fait des représentations auprès du Directeur général afin que soient maintenus dans le projet de loi de l'Assemblée nationale certains éléments du texte de la Loi sur la Bibliothèque de la Législature qui régissaient les activités de la Bibliothèque jusqu'à maintenant.

Groupes de travail

Au cours de l'année différents groupes de travail furent mis en place pour étudier les aspects suivants: rôle et orientation de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, complément à la politique du développement des collections, politique d'élagage, politique d'acquisitions, de reliure, d'orientation et de développement du Centre de conservation et de diffusion de la documentation (CCDD)

Toutes ces politiques feront l'objet d'une étude de la part du conseil de Direction et seront implantées graduellement. D'autres politiques seront définies: politique du secteur audio-visuel et politique d'automatisation. Un certain nombre de programmes de travail ont été prévus dont plusieurs sont en voie de réalisation. Un programme de dons et échanges a vu le jour et des rencontres ont eu lieu avec les responsables de la Bibliothèque administrative, agissant au nom de l'Éditeur officiel, aux fins de structurer les opérations d'échange. Un programme de microfilmage a aussi été prévu. Le Catalogue collectif des bibliothèques du Gouvernement du Québec est en voie de microfilmage et un projet de microfilmage de la collection de brochures est en voie de réalisation.

Les stagiaires et les étudiants

Notre section collabore chaque année à la relève en recevant quelques stagiaires pour une période de trois semaines. Au cours de l'été, quatre étudiants furent embauchés pour l'opération "inventaire". À l'automne 81, nous avons accueilli deux stagiaires du CEGEP François-Xavier Garneau et deux stagiaires d'un autre CEGEP.

Les équipements

Un effort particulier a été accompli au cours de l'année pour rentabiliser les équipements. C'est ainsi qu'une auxiliaire en informatique a été embauchée pour notre appareil à traitement de textes. Grâce à cet appareil, nous disposons de données sur nos abonnements aux périodiques, aux journaux, aux publications en série. Le Bulletin de la Bibliothèque, des thésaurus sont aussi produits sur cet appareil.

Automatisation

La Bibliothèque a automatisé il y a plus d'un an et demi son service de traitement de la documentation en se joignant au réseau RIBLIN qui regroupe les bibliothèques universitaires du Québec et quelques bibliothèques gouvernementales. De plus les services d'information et de référence peuvent compter sur les ressources de trois importants serveurs: Dialog, System Development Corporation et Informatech qui nous donnent accès à plus de deux cents banques de données. Le Québec, d'autre part, souffre d'une carence au point de vue du développement d'un réseau documentaire intégré. Nous avons donc participé, avec la Bibliothèque nationale du Québec, la Bibliothèque administrative et la Bibliothèque d'Énergie, mines et ressources, à la rédaction d'un Mémoire sur l'économie que réaliserait le Québec en créant ses propres réseaux documentaires automatisés.

ORGANIGRAMME

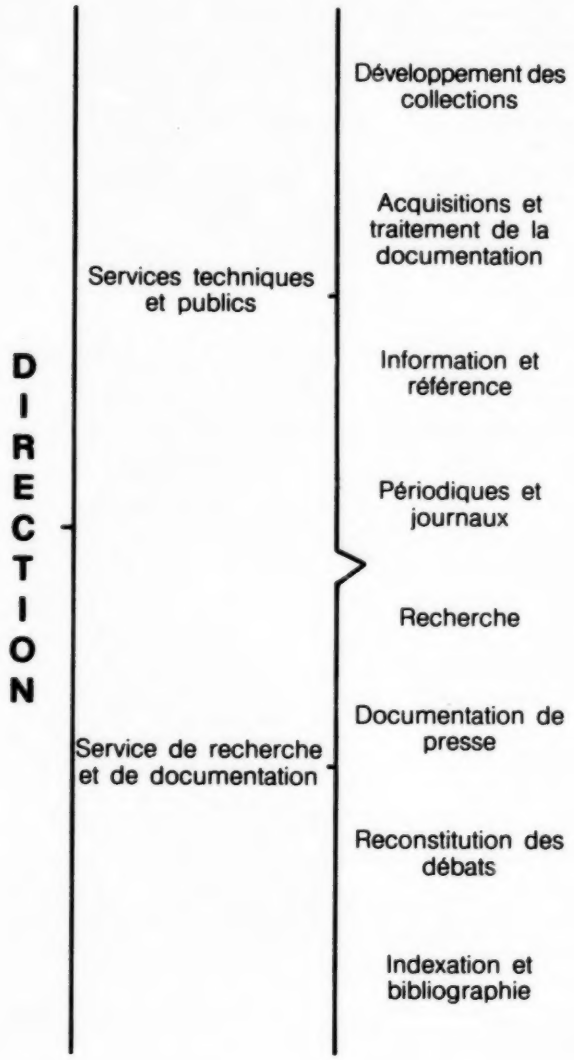
Assemblée nationale du Québec

PRÉSIDENT

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Direction générale des services parlementaires

BIBLIOTHÈQUE



Les services aux usagers

1. DIVISION DE L'INFORMATION ET DE LA RÉFÉRENCE

En cette deuxième année de gestion par objectifs à la Division de l'information et de la référence, le bilan global des résultats s'avère relativement positif.

La division a reçu 12,721 requêtes, ce qui constitue 94% de son objectif. On a noté l'émergence de certaines tendances s'inscrivant dans l'orientation qu'on entend donner à la division. Ainsi, l'objectif concernant les requêtes de l'Assemblée nationale a été presque atteint (24.6% sur 25%); de même le pourcentage de documents empruntés par les députés et fonctionnaires de l'Assemblée nationale a dépassé l'objectif de 35% pour se situer à 36.83%.

L'année 1981 nous a donc permis un "réalignement" des diverses clientèles de la Bibliothèque: hausse des requêtes en provenance de l'Assemblée nationale et baisse des demandes de l'administration publique. Deux facteurs principaux expliquent ce phénomène: l'emphase mise à la division pour servir la clientèle prioritaire (notamment avec des programmes de diffusion d'information et d'accueil) et l'existence du fichier collectif sur microfiches des collections des bibliothèques gouvernementales, ce qui en décentralise l'accès. De plus, le nombre de recherches documentaires a augmenté sensiblement, passant de 2479 à 2866.

Le programme de diffusion de l'information pour l'année 1981 a atteint et même dépassé, en certains cas ses objectifs. Ainsi, 715 références ont été répertoriées dans les listes d'acquisitions récentes, 22 biblio-éclairs ont été compilés et on a signalé aux membres des différentes commissions parlementaires une quarantaine de références sur les sujets couverts par ces commissions.

En 1981, la division a préparé un projet de diffusion personnalisée de l'information. Ce projet se concrétisera en 1982 et se situera dans la même voie suivie au cours des dernières années: être présent de plus en plus auprès des parlementaires québécois pour répondre à leurs besoins documentaires.

Les recherches en terminal sont passées de 70 à 141. Une plus grande connaissance des systèmes par les bibliothèques et une présence accrue auprès des parlementaires expliquent cette hausse.

En 1981, la Bibliothèque a prêté 19,316 documents à ses diverses clientèles. Dans ces chiffres sont incluses les photocopies d'articles de revues et de chapitres de volumes. Les prêts se font surtout à l'intérieur des organismes du gouvernement du Québec. Il serait peut-être bon d'envisager, pour les années futures, la mise sur pied d'un service d'échange rapide entre les différentes bibliothèques du gouvernement du Québec.

La division a effectué, comme l'année dernière, la lecture des rayons de la collection générale, en deux occasions dont l'une au moment de l'inventaire. L'ordre de rangement des volumes de la collection de références s'est effectué au cours de l'inventaire.

En ce qui concerne les documents officiels, les objectifs pour l'année 1981 n'ont pas tous été atteints, souvent pour des raisons hors de notre contrôle. On a reçu 15,828 documents américains, alors que notre objectif était de 21,000. De la fin d'octobre à la fin de décembre, le gouvernement américain a réévalué sa politique de distribution des documents officiels et nous n'avons, en conséquence, rien reçu. Maintenant, tout est rentré dans l'ordre. Nous prévoyions déposer, en 1981, une partie de nos documents officiels américains à la bibliothèque du Ministère de l'Énergie et des Ressources. Comme ce projet n'a pas été réalisé en 1981, nous n'avons pu atteindre notre objectif concernant le dépôt des publications américaines. Nos objectifs concernant les publications officielles du Québec et du Canada ont été atteints, alors que celui pour les publications officielles des provinces canadiennes s'est réalisé à 91.22%.

Pour les ouvrages sur feuilles mobiles, les données dont nous disposons présentement, ne nous permettent pas de faire comparaison avec les années précédentes. Nous réexaminerons ce secteur en 1982 pour fixer des objectifs basés sur des statistiques précises.

2. DIVISION DES PÉRIODIQUES ET JOURNAUX

La Division des périodiques et journaux est responsable de la diffusion, de la référence et de la conservation de nos collections de revues, journaux et microdocuments. Elle s'occupe aussi de la photocopie, du tri et de la distribution du courrier de la Bibliothèque. La Division compte présentement neuf (9) employés: deux (2) bibliothécaires, deux (2) techniciens en documentation, deux (2) agents de bureau et trois (3) auxiliaires de bureau.

Le personnel de la Division a répondu à 11,642 demandes en 1981 comparativement à 12,509 en 1980. Cette baisse peut s'expliquer par une demande exceptionnellement forte lors de la période référendaire en 1980, suivie d'un ralentissement de l'activité politique et législative marquée par la période post-référendaire et la fin du mandat du gouvernement.

Un examen de notre activité de référence fait ressortir que les trois quarts (75%) des demandes proviennent de cinq (5) clients: l'Assemblée nationale avec 32.1% (comparativement à 27.8 en 1980) le public avec 27.4%, les divers organismes gouvernementaux avec 8.7%, les autres bibliothèques avec 4%, et le Ministère de la justice avec 3.4%. Les sujets les plus demandés concernent l'information et la documentation centrées sur l'actualité, 75%, les sciences politiques, 5.9%, l'économie, 3.4% et les sciences appliquées, 2.8%.

La Division reçoit 1,134 abonnements à des revues et 306 abonnements à des journaux courants. Notre collection de journaux regroupe tous les quotidiens du Québec, la majorité des hebdomadaires québécois ainsi que les principaux quotidiens nationaux et provinciaux canadiens.

Notre collection de microdocuments s'est enrichie de 16,699 unités, surtout des publications du Congrès des États-Unis (CIS) et des provinces canadiennes (PROFILE).

En 1981, 3,928 clients se sont prévalus de nos facilités de lecture sur place. Ces clients ont consulté 24,516 documents. De plus, 3,578 documents ont circulé dans d'autres services de l'Assemblée nationale. Le personnel de la Division a préparé pour la reliure 411 volumes de journaux et 845 volumes de revues. Durant la même période, le service de la photocopie a effectué 308,481 photos à partir d'originaux sur papier ou de microformes.

La révision des collections de périodiques s'est poursuivie pendant qu'une méthode d'évaluation faisant appel aux responsables du développement des collections était adoptée. La codification de nos périodiques a été complétée. L'installation de rayonnage (Mobilex) s'est poursuivie au cours de 1981. Quatre unités de 5.4m (18 pieds) représentant 336 tablettes se sont ajoutées aux six autres déjà en place.

La division commencera au cours de cet exercice un programme de microreproduction de certaines de nos collections de documents rares et anciens. Ce programme s'échelonnera sur quelques années et s'effectuera à même les ressources déjà disponibles. Il s'agit essentiellement de microfilmer certaines monographies anciennes, surtout dans les domaines du droit et de l'histoire, ainsi que près de 10,000 brochures traitant de la politique. de l'économie et de l'histoire du Québec et du Canada. Ce projet vise à assurer la conservation de ces documents, souvent très détériorés, ainsi que faciliter leur diffusion grâce à un traitement adéquat.

3. DIFFUSION SÉLECTIVE DE L'INFORMATION (DSI)

En 1980, la bibliothèque de la Législature s'est donné certaines facilités d'accès à des banques de données (principalement les bases de données bibliographiques). Présentement, nous avons accès, via trois centres serveurs (Dialog, SDC, Informatech), à plus de deux cent (200) banques. Six (6) bibliothécaires se répartissent la tâche de l'interrogation par terminal.

Nous avons effectué en 1981 cent quarante et une (141) recherches nécessitant l'accès à trois cent quarante (340) banques de données représentant un ratio accès/recherche de 2,41. Le coût moyen direct d'une recherche automatisée comprenant royautés, communication et impression s'élève à 38.32$ canadiens.

Nous avons utilisé soixante-cinq (65) banques différentes. Quatorze (14) d'entre elles représentaient 70.8% de nos accès à des banques. Les banques les plus utilisées furent RADAR (répertoire analytique des articles de revues du Québec) pour 21.2%, QUEBEC ACTUALITE (index du Devoir, du Soleil, de la Presse) pour 12.9% et PAIS (Public Affairs Information Bulletin) pour 7.6%.

L'examen de nos demandes de 1981 a fait ressortir que nous avions particulièrement besoin d'élargir nos sources documentaires en langue française sur le Québec surtout dans les domaines économiques et sociaux ainsi que dans le domaine du droit. Compte tenu de l'évolution du dossier de l'automatisation de nos services, nous comptons changer le terminal servant à l'interrogation des banques. Nous aimerions augmenter sa rapidité et ainsi réduire nos coûts d'interrogation et d'impression.

4. LE CENTRE DE CONSERVATION ET DE DIFFUSION DE LA DOCUMENTATION.

Le travail amorcé en 1980, loin d'être terminé, s'est continué. Ce fut d'abord la mise en ordre et la rationalisation de la collection de documents américains. Un premier élagage a été fait dans la collection déjà traitée, mais après inventaire, on a constaté la nécessité d'un élagage plus rigoureux des ouvrages généraux, des ouvrages de photopies, de religion et de sciences pures et appliquées. Ce qui sera réalisé en 1982-83.

L'atelier de reliure, après de multiples retards suite à son installation, a enfin trouvé son rythme de croisière, ce dont témoigneront d'ailleurs les statistiques. On remarquera tout particulièrement des travaux réalisés pour la collection du CCDD: l'état des livres à conserver après élagage, étant pitoyable, ces chiffres devraient logiquement aller en augmentant.

DIVISION DES ACQUISITIONS ET DU TRAITEMENT

PERSONNEL: 1 bibliothécaire responsable de la division
2 bibliothécaires, 5 bibliotechniciens et 2 dactylographes au Service du traitement
2 bibliotechniciens et agent de bureau au Service des acquisitions

Service des acquisitions

En août 1981, entraient en vigueur de nouvelles modifications aux règlements d'application de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre. L'une d'entre elles concernait "l'acquisition de livres pour le compte d'un ministère du gouvernement (ou) de l'un de ses organismes". Le service des acquisitions de la Bibliothèque a donc dû revoir certaines de ses procédures afin de bien s'assurer de la conformité de ses actions avec la nouvelle législation en vigueur. À cet effet, le service a présenté, à la demande de la direction de la bibliothèque, une *Politique d'acquisitions* qui se veut une sorte de résumé général des différentes procédures utilisées dans le processus de l'acquisition des documents et qui tient compte des nouvelles dispositions de la loi tout en recherchant le plus d'efficacité possible pour chacune de ses actions.

Ce secteur a de plus augmenté, lors de l'année 1981, le nombre de ses abonnements (et réabonnements) de périodiques pris par l'intermédiaire d'agences spécialisées. Un essai est actuellement en cours pour certains titres de journaux.

Pour 1982, la recherche d'un *contrôle budgétaire* plus étroitement lié à notre structure de fonctionnement au niveau du développement des collections, demeure un objectif prioritaire. C'est dans cette perspective qu'en 1981, on a introduit dans le processus de la codification des factures, un code statistique qui permet de connaître, de façon mécanique, l'état des montants dépensés pour l'achat des livres par chacun des secteurs de choix de la Bibliothèque. L'extension de cette procédure aux autres éléments de notre budget (périodiques et microdocuments) devrait se faire au cours des prochains mois.

Service du traitement

Au cours de l'année 1981, le Service du traitement a maintenu sa participation au réseau automatisé de catalogage en coopération, *RIBLIN*. Il faut cependant noter à ce niveau que la rentabilité maximale escomptée par l'exploitation de ce genre de système n'a pu être atteinte lors de la dernière année en raison principalement de la piètre qualité du service offert par le fournisseur de services informatiques, UTLAS (University of Toronto Library Automation Systems). Nos engagements vis-à-vis de cet organisme font d'ailleurs l'objet d'une réévaluation.

Parallèlement au travail régulier du traitement de la documentation, le principal projet réalisé à l'intérieur de ce secteur au cours de 1981 fut certes *l'inventaire* des collections de monographies de la bibliothèque. Cet inventaire, réalisé suite à une recommandation du vérificateur général, a monopolisé à plein temps les services de 4 bibliotechniciens et de 4 étudiants pour une période de 3 mois. En plus de nous fournir un décompte exact des différents fonds de collections de monographies localisées à la Bibliothèque, cet inventaire aura permis: — de constater certaines faiblesses de regroupements; — de recommander certaines actions à entreprendre (entre autres au niveau des livres anciens); — d'évaluer les pertes subies et de s'assurer de la concordance la plus exacte possible entre les catalogues de la bibliothèque et les collections qu'ils décrivent. Le rapport de cet inventaire a été déposé à la direction de la bibliothèque et paraîtra dans le premier numéro de 1982 du *Bulletin de la Bibliothèque*.

La fin de l'année '81 aura aussi amené la désignation de notre bibliothèque comme dépositaire total des publications des organismes publics québécois. Ceci aura à court terme une incidence importante sur le nombre de documents officiels qui devront être traités par nos services. Une réorganisation interne visant à nous permettre de faire face adéquatement à cette réalité est actuellement en cours de réalisation.

Le Service du traitement a de plus entrepris lors de la dernière année la reclassification des *ouvrages de droit* de la bibliothèque. Ce projet qui vise essentiellement à améliorer l'accès à notre collection de jurisprudence avait été mis de l'avant à la demande des services au public. Il devrait être complété d'ici quelques mois.

Pour l'année qui vient, le Service s'est fixé, entre autres objectifs, l'intensification du recatalogage de l'ancien fonds de la bibliothèque, à commencer par la section des livres rares et la collection de brochures anciennes.

Quelques données statistiques issues du rapport d'inventaire

Total de la collection de monographies de la bibliothèque: (92,809 volumes) dont:

40,063 titres (57,838 volumes) qui forment le fonds des monographies les plus récentes (classification et catalogage complets) 16, 516 titres (34,971 volumes) composant l'ancien fonds (classification et catalogage incomplets)

Notre collection est principalement formée de documents relevant du domaine des sciences sociales (au sens large): 28,626 titres (51,814 volumes) à l'intérieur duquel, le droit avec 9,331 titres (23,267) volumes) et la science politique avec 6,067 titres (9,553 volumes) sont les secteurs les plus développés.

Pour ce qui est de la collection de référence de la bibliothèque, elle totalise 2,184 titres (6,359 volumes).

Les services de recherche et de documentation

Le service de recherche et de documentation participe à la poursuite des objectifs généraux de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Les employés du Service collaborent au développement des collections tantôt à titre de chef d'équipe, tantôt à titre de membre. Les uns préparent des instruments de travail destinés à faciliter la compréhension de la vie parlementaire et l'utilisation de la documentation générée par le processus parlementaire. D'autres fournissent aux députés et à leur personnel de soutien l'information désirée. À l'occasion, des employés sont affectés à des tâches temporaires dirigées par d'autres services de l'Assemblée. Dans l'ensemble, les extrants des services doivent répondre à des besoins du milieu immédiat.

Les effectifs affectés à la réalisation de ces objectifs s'élèvent à un total de quarante personnes/années: quinze cadres et professionnels et vingt-et-une personnes intégrés à l'unité Fonctionnaire. L'écart est comblé par des occasionnels. Une grande stabilité du personnel prévaut à l'intérieur du service. Au cours de l'année 1981, seulement cinq personnes se sont jointes à l'équipe en place à la suite de cinq départs.

Stabilité interne et participation aux objectifs généraux de l'établissement constituent les deux éléments dominants de la dernière année de fonctionnement (1981).

Le service offrait quatre Divisions spécialisées en 1981 comme c'était déjà le cas en 1980.

Voici un aperçu des réalisations des douze mois de 1981.

Documentation de presse

Le personnel de la Division a poursuivi le travail de dépouillement des journaux, de classement des articles retenus et de diffusion auprès des usagers.

Au cours de l'année, 81,000 coupures de presse ont été ajoutées aux dossiers thématiques et nominatifs de la division.

Côté diffusion, le personnel a distribué aux usagers réguliers de la bibliothèque 84,000 photocopies d'articles tirés des livraisons courantes des journaux québécois. On a publié 114 livraisons de la revue de presse et on a répondu à 700 demandes d'information.

Comme activités de nature proprement interne, on a terminé le jumelage des dossiers en provenance du ministère des Communications, on a procédé à la mise à jour des vedettes-matière ou des sujets des dossiers et on a élagué, pour les expédier au centre de conservation du ministère des Travaux publics et Approvisionnements, les dossiers de l'année 1978.

L'année a été marquée par la destruction d'une partie des dossiers de presse logés dans un entrepôt du M.T.P.A.: les dossiers constitués entre 1950 et 1970 ont été complètement détruits par le feu.

Indexation et bibliographie

La Division, comme son nom l'indique, consacre ses efforts à l'indexation et à la bibliographie.

Le dépouillement courant du *Journal des Débats* a donné lieu à la publication de trois index en cours d'année: celui de la 6e session de la 31e législature, celui de la 1ère session de la 32e législature et celui de la 2e session. Le personnel de la division a réalisé l'indexation du Journal des Débats de l'année 1963 et celui du Règlement de l'Assemblée nationale pendant le même temps. Le chef de la division a dirigé les travaux de mise à jour (1976 à 1980) de *l'Index des lois à caractère privé du Québec*, 1867-1975.

La Division a publié, à tirage restreint, une liste des descripteurs utilisés dans les index sessionnels de 1976 à 1979 inclusivement.

À l'intérieur de sa deuxième mission, le personnel de la division a préparé et publié deux livraisons (no 5 et no 6) de *Documentation politique courante* et deux éditions de *Sources de documentation politique à l'usage des parlementaires*.

On a également poursuivi la compilation et l'indexation de deux répertoires à paraître au début de 1982: les *commissions parlementaires de 1965 à 1980* et les *documents sessionnels de 1960 à 1970*.

La Division a continué de fournir aux personnes intéressées les informations sur les activités passées de l'Assemblée.

Recherche

Au cours de l'année, la Division de la recherche comptait cinq agents de recherche permanents, soit deux politicologues, deux historiens et une juriste. Au cours des quatre derniers mois de l'année, un archiviste occasionnel a aussi travaillé à la division.

La Division a répondu à 85 demandes et initié 9 recherches pour un total de 94 travaux, soit une augmentation de 30% et une moyenne de 17 travaux par agents de recherche (Tableau I).

Ce sont les travaux de courte et moyenne durée qui ont augmenté (Tableau II); le nombre des travaux d'un mois et plus est demeuré le même.

Les tendances observées en 1980 quant à l'origine et au sujet des demandes se sont de nouveau manifestées en 1981. Les demandes venant de la présidence et du Bureau des relations interparlementaires continuent de croître de même que celles de l'administration; prises globalement, les demandes des députés ont peu varié (Tableau III).

Tableau I

DONNÉES GÉNÉRALES SUR LES TRAVAUX

	1979	1980	1981
Travaux	43	72	94
Personnes/année	4.3	6.0	5.0
Moyenne par personne	10	12	17

Tableau II

LA DURÉE DES TRAVAUX

Durée	1980		1981		Augmentation 1980/81
	N	%	N	%	%
Moins d'une semaine	41	57	55	58	34
Une à 4 semaines	18	25	26	28	49
Un mois et plus	13	18	13	14	0

En conséquence, les travaux touchant les questions parlementaires demeurent très élevées, bien qu'on puisse noter les "autres sujets" ont plus que doublé. (Tableau IV): ces demandes viennent presque toutes des députés.

Tableau III

L'ORIGINE DES DEMANDES

Origine	1979		1980		1981		Augmentation 1980/81
	N	%	N	%	N	%	%
Députés	18	(54)	23	(49)	25	(47)	25
Présidence	5		12		19		
Administration	7	(16)	19	(26)	25	(26)	31
Ministères et parap.	8	(18)	12	(17)	14	(15)	14
Autres	-		-		2	(2)	-
Le service	5	(12)	6	(8)	9	(10)	50
Total	43		72		94		

Tableau IV

LE SUJET DES TRAVAUX

Sujet	1979		1980		1981		Augmentation 1980/81
	N	%	N	%	N	%	%
Parlementarisme	29	(68)	59	(82)	72	(76)	22
Institution politique et administration publique	4	(9)	7	(10)	8	(9)	12
Autres sujets	9	(23)	6	(8)	14	(15)	133
Total	43		72		94		

Tableau V

ORIGINE ET DURÉE DES TRAVAUX (1981)

	Moins d'une semaine		Une à 4 semaines		Un mois et plus		Total
	N	%	N	%	N	%	N
Parti québécois	7	(58)	4	(33)	1	(9)	12
Parti libéral	5	(38)	7	(54)	1	(8)	13
sous-total	12	(48)	11	(44)	2	(8)	25
Présidence et B.R.I.	13	(68)	3	(18)	3	(18)	19
Administration	11	(44)	8	(32)	6	(24)	25
Ministères et parap.	13	(93)	1	(7)	-	--	14
Autres	1	(50)	1	(50)	-	--	2
Projets du service	5	(56)	2	(22)	2	(22)	9

Une analyse plus minutieuse des travaux exécutés permet de dégager certains aspects moins apparents. Le tableau V montre que les travaux demandés par les députés, s'ils ne sont pas beaucoup plus nombreux, ont exigé plus de temps: plus de 50% ont demandé au moins 1 semaine de travail contre seulement 30% en 1980. Par contre, on note que les travaux que nous avons accepté de faire pour des ministères ou pour des personnes à l'extérieur de l'administration publique sont généralement très brefs.

Les données qui précèdent démontrent que la productivité des agents de la division de la recherche s'est accrue au cours de la dernière année et que sa clientèle s'est élargie. Les demandes venant des députés occupent une plus large part de ses activités, ce que la division recherchait depuis quelques années. Les perspectives pour 1982 sont excellentes. Les deux premiers mois de l'année indiquent une croissance des demandes par rapport à l'an dernier: il semble que nous dépasserons la centaine, sans compter les demandes du type information (moins de ½ journée de travail) dont nous tiendrons désormais compte dans nos statistiques.

Reconstitution des débats

Durant l'année écoulée, la Division a comblé un retard important dans la publication des débats de l'Assemblée législative d'avant 1963. Au cours de la prochaine année, la Division devrait être à jour dans son calendrier de publication.

Grâce à la collaboration du service des impressions de l'Assemblée nationale, un volume est paru. Il couvre la période 1893 à 1897. Cet ouvrage offre aux chercheurs et au public en général plus de 1700 pages de débats. Le service des impressions est à terminer, également, la composition des sessions 1897-98, 1899 et 1900 qui, une fois indexées, pourront paraître en 1982.

La Division a fait l'acquisition d'une station de traitement de textes reliée au système de transcription du *Journal des Débats*. Cet éditeur de textes a permis de simplifier et d'accélérer les étapes de la transcription, de la correction et de l'impression et, surtout, d'éliminer celle de la composition.

À l'aide de cet appareil et avec la collaboration des transcriptrices du Journal des débats, on a pu entrer dans la mémoire de l'ordinateur les débats de 1901 à 1904. Le texte de cette législature devra être corrigé et indexé en 1982 de sorte qu'un autre volume sera prêt pour l'impression.

Pour ce qui est de la recherche, les sessions 1905 à 1908 sont terminées. Il ne reste qu'à les corriger, à en rédiger l'introduction et, ensuite, à effectuer leur transcription à l'aide de l'éditeur de textes. Les sessions 1909 à 1912 en sont pour la plupart à l'étape du dossier complémentaire, c'est-à-dire que plus de la moitié du travail de reconstitution est réalisée.

En plus de répondre à quelques demandes d'information venues de l'extérieur, la Division a mis en place un cadre de classement systématique, amélioré le processus d'indexation et aménagé un petit centre de documentation.

Travaux divers

Le dépouillement des ouvrages collectifs publiés au Québec entre 1960 et 1980 s'est poursuivi au cours des douze mois de 1981. Jusqu'à maintenant, 353 volumes ont été dépouillés. Le fichier-index contient environ 10,500 fiches.

Par ailleurs, la collecte des sigles en usage au Québec, en vue de la sixième édition du répertoire, continue à se faire à l'intérieur du service: au 31 décembre, le fichier contenait 2,665 sigles.

Conclusion

Dans l'ensemble, l'année 1981 a été marquée par une augmentation des travaux et des réalisations. Les employés ont donné un excellent rendement et on peut dire qu'il règne un bon esprit et beaucoup d'enthousiasme.

Les projets

Au cours de l'année 1982-83 nous espérons réaliser certains projets tant au point de vue structurel que bibliothéconomique. Il serait souhaitable de procéder à la création d'une nouvelle division afin d'assurer un développement équilibré de notre collection. La planification et la coordination du développement de la collection doivent être axées sur l'orientation que l'on veut donner à la Bibliothèque. Un bibliothécaire d'expérience, responsable de cette division, pourrait aider la Bibliothèque à réaliser le mandat qu'on lui a confié.

D'autre part, au fil des ans, la Bibliothèque a accumulé un certain nombre d'ouvrages qui ne répondent plus aux besoins actuels des usagers parce que désuets, ou qui, faute de mieux, ont été incorporés à la collection pour suppléer à certaines carences et pour répondre à une mission élargie de la bibliothèque: ouvrages populaires, littérature récréative, collection de niveau collégial et pré-universitaire etc. Il faudrait donc procéder à un élagage systématique et rationnel de la collection.

Les services et le personnel sont cependant dispersés dans divers édifices de la colline parlementaire et une partie de la collection est conservée au Centre de conservation et de diffusion de la documentation à Sainte-Foy. Cette dispersion est un obstacle majeur à la qualité des services, à l'accessibilité rapide à la documentation et, facteur non négligeable, au sentiment d'appartenance à une équipe dynamique et bien imbriquée.

Il faut regretter, également, l'absence de mesures de conservation de nos collections. L'édifice actuel, construit en 1915, ne permet que difficilement la réalisation de mesures concrètes qui permettraient de sauver ces oeuvres de la détérioration: installation de systèmes d'aération, air purifié et filtré, contrôle de l'humidité etc. Au cours de l'année écoulée certaines mesures préventives ont été prises et sont en voie de réalisation: microfilmage de documents rares et précieux, transfert de certains documents au Centre de conservation et de diffusion de la documentation, interdiction de prêts entre bibliothèques de documents antérieurs à 1900, photocopies limitées et contrôlées.

Annexe: STATISTIQUES 1981

Service des acquisitions

Documents reçus:

Livres: 4373 ..... coûts: $177 951.44

- commandes courantes : 1596 ..... coûts: $ 89 802.48
- commandes permanentes: 1887 ..... coûts: $ 88 148.96
- dons : 890

Périodiques: 1594 ..... coûts: $ 82 531.65

- abonnements : 17 ..... coûts: $ 458.83
- réabonnements : 1577 ..... coûts: $ 82 072.82

Microdocuments: 229 ..... coûts: $ 50 865.91

Service du traitement

Catalogage et classification: 4574 documents

titres originaux: 2312
titres dérivés : 2262

Préparation matérielle: 8016

Service d'information et référence

	OBJECTIFS 1981	RÉSULTATS 1981
A. REQUÊTES ADRESSÉES AU SERVICE:	13,500	12,721
Assemblée nationale	3,375 (25%)	3,132 (24.6)
Administration publique	7,800	7,415
Par le public	1,625	1,537
Par bibliothèques autres que gouvernementales	700	637
B. RECHERCHES FAITES AU TERMINAL:	180	141
C. ACQUISITIONS RÉCENTES:	660	715
D. BIBLIO-ÉCLAIR	20	22
E. BIBLIO-DÉBATS:	40/commission	à peu près 40/commission
F. DOCUMENTS PRÊTÉS PAR LA BIBLIOTHÈQUE:	20,000	19,316
Prêts aux députés et fonctionnaires de l'Assemblée nationale	7,000 (35%)	7,116 (36.83%)
Prêts à l'administration publique	12,000	10,838
Prêts en dehors du réseau gouvernemental du Québec	500	412
Autres	500	950

	OBJECTIFS 1981	RÉSULTATS 1981
G. EMPRUNTS FAITS PAR LA BIBLIOTHÈQUE:		
Emprunts en dehors du réseau gouvernemental du Québec	500	371
H. LECTURE DES RAYONS:		
Collection générale	2 fois/an	2 fois/an
Collection de référence	1 fois/an	1 fois/an
I. DOCUMENTS OFFICIELS:		
Du Québec	6,000	6,470
Du Canada	9,000	9,400
Provinces canadiennes	4,000	3,449
États-Unis	21,000	15,828 (1)
Dépôt publications américaines	7,500	2,979 (2)
J. OUVRAGE SUR FEUILLES MOBILES:	7,000	(3)

(1) La Bibliothèque n'a pas reçu de documents officiels américains entre octobre et décembre 1981.

(2) La Bibliothèque n'a pas reçu de documents officiels américains entre octobre et décembre 1981. La Bibliothèque n'a pas fait le dépôt qu'elle avait prévu.

(3) Données non disponibles pour toute l'année. L'objectif qui avait été fixé était basé sur de fausses informations.

Service des périodiques

Documentation reçue

Journaux reçus au Service des périodiques

abonnements — 259
gratuitement — 47 **306**

Revues

abonnements — 763
gratuitement — 371 **1 134**

Microfilms — bobines **1 234**

Microfiches

— Congressional Information Service (CIS) Publications of the United States Congress **11 170**

Microfiches (suite)

– Journal officiel des communautés européennes	**919**
– Liste collective des publications en série dans le domaine des sciences sociales et humaines dans les bibliothèques canadiennes, 2e édition	**47**
– MICROLOG Publications provinciales et municipales canadiennes	**2 858**
– Mini-Biblex Information juridique sur microfiches	**411**
– Répertoire géographique du Canada	**5**
– Thèses sur microfiches (19 thèses)	**55**
TOTAL	**15 465**

Reliure

– Journaux: **411 volumes**

– Revues : **845 volumes**

Consultations: 24 516

Prêts : 3 578

Photocopies : 308 481

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	**2**
Les services techniques et publics	**3**
Les services aux usagers	**6**
Le service de recherche et de documentation	**10**
Les projets	**14**
Annexes: statistiques 1981	**15**

POOR

QUALITY

ORIGINAL